

Investissement Canada—Loi

M. Baker: Il a suivi le débat de l'extérieur, à la télévision, et il s'est aperçu que le réseau de communications de la Chambre des communes peut probablement augmenter le volume de la voix du ministre, mais sans pour autant améliorer la qualité de sa pensée.

Il a même critiqué la politique de création directe d'emplois du parti libéral. Quel rapport avec le projet de loi à l'étude aujourd'hui, je vous le demande. La vérité, monsieur le Président, c'est que le ministre présente une mesure en affirmant qu'elle est tout et la fin de tout en matière d'emploi au Canada. Mais cela ne l'empêche pas de prendre à son compte la déclaration du ministre des Finances (M. Wilson) et du président du Conseil du Trésor en amputant de 200 millions de dollars un programme de subventions que les Canadiens utilisaient pour créer de nouvelles entreprises ou pour favoriser l'expansion de celles qui existent déjà.

Le ministre nous demande de penser aux mesures que le gouvernement actuel a prises depuis qu'il a été élu. Nous voulons bien, mais tout ce que nous voyons, ce sont des compressions pratiquées dans tous les ministères, des compressions qui freinent le développement économique que le ministre prétend encourager dans la mesure qu'il vient de nous présenter. Il nous parle d'emplois. Il nous dit: «Voyez tous les emplois que nous avons créés depuis que nous sommes élus». Ce sont ses propres mots. «Voyez ce que nous avons fait dans à peine six mois». Nous entendons cette rengaine tous les jours à la Chambre.

Les conservateurs se targuent d'avoir créé 120,000 emplois. Voyons ce que trois gouvernements successifs ont fait au chapitre de l'emploi mois après mois: le gouvernement actuel, le gouvernement Turner et le gouvernement Trudeau. C'est le gouvernement Turner qui remporte la palme avec 33,000 emplois en un mois. Le gouvernement Trudeau arrive deuxième avec 32,000 au cours de ses trois derniers mois d'exercice. Et le gouvernement actuel bon dernier avec 26,000 emplois, dont la plupart, monsieur le Président, auraient été créés quand même par l'ensemble de l'économie.

Pourtant, je ne dirai pas que le gouvernement Turner a créé plus d'emplois que n'importe quel autre gouvernement et le chef de l'opposition officielle (M. Turner) ne le dirait pas, lui non plus. Il sait que bon nombre des emplois dont le ministre cherche à s'attribuer le mérite n'ont pas été créés par le gouvernement actuel. Le ministre devrait consulter les statistiques; il verrait que le gouvernement actuel n'a pas de quoi être fier. Mais les compressions pratiquées dans son ministère le gênent. Il est bien embarrassé d'être obligé de donner moins en stimulants industriels à cause de la déclaration du président du Conseil du Trésor et du ministre des Finances. Il est vraiment mal à l'aise et comme il voudrait bien avoir quelque chose de positif à dire, cette mesure est tout ce à quoi il peut s'accrocher. Mais on verra à la longue, monsieur le Président, que le ministre et le gouvernement ont tort et peut-être le ministre sera-t-il alors muté à un nouveau ministère.

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, je suis heureux d'appuyer la motion n° 2, où l'on précise que s'il est intégré au projet de loi, l'investissement et le développement de la technologie se feront dans les conditions établies par le gouvernement du Canada. La chose nous paraît

extrêmement importante, non pas comme l'a soutenu le ministre parce qu'il s'agit d'une sorte de doctrine ou de complot socialistes, mais pour de très bonnes raisons réalistes et concrètes, compte tenu du contexte canadien. En effet, développer la technologie c'est mettre au point de nouveaux produits qui permettent de mieux soutenir la concurrence sur les marchés étrangers. Cela nous permet également de fabriquer des produits au Canada dans des conditions plus économiques. En développant la technologie, en l'utilisant et en la mettant en œuvre, on crée aussi un grand nombre d'emplois et profite de retombées considérables, puisque de petites entreprises peuvent fabriquer différents produits requis par de grandes entreprises pour assurer le succès de la technologie.

Notre parti redoute toujours la poursuite, et j'insiste sur cet aspect, la poursuite des raids contre la technologie canadienne perpétrés par les entreprises étrangères. Pour vous illustrer cette situation, monsieur le Président, je vais me servir d'exemples, de cas survenus depuis quelques années. Et je suis certain que la plupart des députés s'en souviendront.

Le premier exemple d'une technologie que l'on a enlevée de notre pays, et aussi d'un grand nombre d'emplois qu'elle devait contribuer à créer, est une technologie qui m'intéresse étant donné qu'on emploie beaucoup de matériel minier dans la région où j'habite. Nous nous servons de matériel électrique pour extraire la potasse de nos mines. En 1969, la Division Titan de General Motors avait mis au point un véhicule minier mû par des moteurs électriques, capables de transporter de lourdes charges. Le véhicule avait été construit au Canada ce qui était tout à fait normal puisque le Canada est un des principaux pays miniers au monde, mais il est rare que nous inventions des pièces d'équipement requis dans les mines.

La Division Titan de General Motors avait donc mis au point un camion pouvant être utilisé dans les mines de fond. Par la suite, la Titan a décidé de vendre cette technologie à une entreprise du Texas. Non seulement nous avons perdu la technologie pour fabriquer les gros moteurs électriques, mais aussi les camions, sans compter les emplois et les techniques secondaires pour perfectionner le produit. Aujourd'hui, le camion est fabriqué au Texas et si des sociétés minières canadiennes désirent l'acheter, elles devront se le procurer à l'étranger.

Le plus triste, monsieur le Président, c'est que tout cela s'est passé, si on en croit les députés ministériels, avant que l'Agence d'examen de l'investissement étranger y mette son nez. Des fabricants canadiens auraient souhaité avoir pu soumissionner pour que la technologie reste au Canada, mais la General Motors n'a pas été obligée d'accueillir des offres canadiennes et cette technologie est donc passée aux États-Unis.

Je rappelle aux députés qu'à l'heure actuelle, les problèmes que connaît la White Corporation pourraient entraîner une perte de technologie. Avec l'aide du gouvernement du Canada, la compagnie a mis au point une moissonneuse-batteuse à écoulement axial. La technologie de base a été mise au point dans la région de Brantford, et les organismes et petites entreprises qui l'ont créée vont disparaître si la technologie est vendue à l'étranger. Tel sera probablement le cas si nous poursuivons la nouvelle politique que le gouvernement propose.